

**GROUPE HOSPITALIER**

## Un bloc opératoire qui se veut de plus en plus vert

Parmi les services « en transition » du Groupe hospitalier de la région de Mulhouse et Sud Alsace, celui du bloc opératoire est l'un des plus « dynamiques ». L'enjeu est de taille pour l'un des services les plus énergivores et producteurs de déchets de l'hôpital.

« Quelqu'un qui jette un bouillon au mauvais endroit ? Aujourd'hui, il se fait tancer tout de suite », sourit Michel Brungard, cadre de santé du pôle Ambre (Anesthésie ambulatoire, bloc opératoire et réanimation chirurgicale) au Groupe hospitalier de la région de Mulhouse et Sud Alsace (GHRMSA). Un pôle dont le fonctionnement a été, à l'instar de l'ensemble des services du groupe hospitalier, « chamboulé » par l'épidémie de coronavirus au printemps 2020.

Le bloc opératoire, par exemple, a été « transformé en réanimation éphémère » accueillant jusqu'à 26 lits. « Les contraintes sanitaires drastiques imposées par le Covid et les règles d'hygiène renforcées ont donné lieu à une production de déchets explosive, qui a elle-même entraîné une prise de conscience collective au sein des équipes du bloc », retrace Héléne Stutz, infirmière anesthésiste.

**La crise du coronavirus a agi comme un déclencheur**

Masques, sur-blouses, gants, charlottes, seringues... L'élimination de ces Dasri (déchets d'activités de soins à risques infectieux) a une empreinte écologique et économique « importante » : « Le traitement des Dasri, dont la combustion est obligatoirement réalisée dans un incinérateur spécifique, émet beaucoup plus de CO<sub>2</sub> que le traitement



« Chaque intervention au bloc génère l'équivalent d'une semaine de déchets d'une famille de quatre personnes », rappellent les équipes du bloc opératoire du Groupe hospitalier de la région de Mulhouse et Sud Alsace engagées dans une démarche de développement durable « dynamique » depuis la crise du coronavirus.. Photo L'Alsace/Vincent VOEGTLIN

des autres déchets, ceux d'activité de soins « classiques » [Das]. Sans compter que le traitement des Dasri peut aller jusqu'à 750 € la tonne, contre 150 € pour les Das », explique encore Héléne Stutz.

Partant de ce constat, elle a placardé une affiche dans le service, à l'automne, « pour savoir qui avait envie de réfléchir à ces questions ». « En une journée, j'ai eu un nombre incalculable de personnes qui se sont manifestées », indique-t-elle. Et depuis le mois d'octobre, la « team développement durable » du bloc, qui rassemble 35 professionnels – des aides-soignants, infirmiers, médecins, etc. –, se réunit une fois par mois autour de cette question : « Comment assurer la même qualité de prise en charge pour les patients en rendant nos

pratiques plus vertueuses, d'un point de vue environnemental, économique, social ? », énonce le D<sup>r</sup> Florence Romain.

**Nouveaux protocoles de tri, nouvelles méthodes de prise en charge des patients...**

L'enjeu est de taille pour l'un des services les plus énergivores et producteurs de déchets de l'hôpital. « Chaque intervention au bloc génère au minimum l'équivalent d'une semaine de déchets d'une famille de quatre personnes », rappelle Héléne Stutz. Au GHRMSA, quelque 21 100 opérations ont été réalisées en 2019. « Et là, on ne compte pas les médicaments utilisés en anesthésie qui ont aussi un impact polluant considérable, tant

en émission de gaz à effet de serre qu'en pollution des sols », précise-t-elle. En la matière, les équipes du bloc ont déjà opéré un virage en 2018, sous l'impulsion du D<sup>r</sup> Odile Theissen-Laval. « Depuis trois ans, nous avons fait le choix d'utiliser un gaz anesthésique dont l'empreinte carbone est vingt fois moins importante que celui que nous utilisons auparavant », indique Héléne Stutz.

Aujourd'hui, l'idée est d'aller « plus loin » dans la démarche. Depuis six mois, plusieurs actions ont été lancées, dont un partenariat avec les associations Bouchons et compagnie et Au fil de la vie. « Cette double coopération permet de collecter les bouchons et capsules plastiques issus des soins pour les revendre à un recycleur afin de financer le

don d'un doudou pour les petits patients du bloc. »

Et d'autres sont à venir. Alors que les Dasri représentent aujourd'hui 80 % des déchets émis par le bloc, contre 20 % pour les Das, l'objectif, « dès cet été », est « d'inverser les proportions et de passer à 20 % de Dasri et 80 % de Das, grâce aux nouveaux protocoles de tri, sécuritaires, moins énergivores et ayant un impact carbone réduit, que nous avons rédigés avec les équipes d'hygiène et de traitement des déchets de l'établissement », indique Héléne Stutz tout en évoquant déjà les prochains néo-protocoles de tri, concernant notamment « les déchets électroniques ».

L'équipe du bloc du GHRMSA réfléchit aussi à « de nouvelles méthodes de prises en charge des pa-

tients » : hypnose thérapeutique, aromathérapie personnalisée et tout ce qui permet de diminuer « les temps d'hospitalisation, les thérapeutiques utilisées et donc les déchets produits ». Pour l'heure cette « écoconception » des soins est devenue la règle dans 15 des 19 blocs du Moenchsberg. « On commence à l'instiller dans les blocs d'Emile-Muller 3 [les quatre blocs du pôle femme-mère-enfant, NDLR] et des autres sites du groupe, dont Altkirch », indique Michel Brungard.

**Le développement durable, un des axes « majeurs » du nouveau projet d'établissement**

Pour Corinne Krencker, la directrice du groupe hospitalier, les actions menées par l'équipe du bloc « s'inscrivent pleinement » dans le nouveau projet d'établissement du GHRMSA qui vient d'être « validé par nos instances ». Depuis plusieurs années, l'établissement hospitalier du Sud Alsace est engagé dans une démarche de développement durable, suivant les réglementations auxquelles les établissements publics sont soumis. La dernière en date est celle du Ségur de la santé, dont l'une des mesures vise à « accélérer la transition écologique à l'hôpital et dans les établissements médico-sociaux ».

Mais jusqu'alors les « expériences, pratiques, projets » qui pouvaient naître au sein des services n'étaient pas « structurés », note Bénédicte Deguille, directrice des ressources humaines adjointe, en charge d'animer la politique de développement durable au GHRMSA. Ils le sont désormais puisque le développement durable est aujourd'hui inscrit comme un des « axes majeurs » du projet d'établissement, pour les cinq prochaines années.

Cécile FELLMANN

**MÉDECINE DU TRAVAIL**

## La concentration des services se poursuit dans le Haut-Rhin

Après l'association Santé au travail Sud Alsace, qui a étendu son activité jusqu'à Colmar en janvier 2021, c'est au tour du SIST Centre Alsace de rayonner du nord au sud du Haut-Rhin grâce à sa fusion prochaine avec son petit frère de Saint-Louis.

« Nous sommes prêts pour la réforme » à venir de la médecine du Travail. C'est ainsi que le D<sup>r</sup> Kirstetter a conclu l'assemblée générale du Service interentreprises de santé au travail (SIST) Centre Alsace. Le deuxième plus grand service de santé au travail du Haut-Rhin fêta cette année ses 70 ans, mais c'est vers l'avenir que regardent ses membres, lors de leur réu-

nion au parc des expositions de Colmar.

**Des fusions pour mieux absorber la réforme à venir**

Les conseils d'administration du SIST Centre Alsace et de l'association interentreprises de médecine du travail des Trois Frontières ont en effet « délibéré dans le sens » d'une fusion prochaine de leurs deux services, sans doute au 1<sup>er</sup> janvier 2022 a annoncé le D<sup>r</sup> Kirstetter.

Le SIST passerait ainsi de 63 000 à 76 000 salariés suivis. Surtout, le service de santé au travail, né à Colmar en 1951, couvrira ainsi tout le territoire haut-rhinois. Cette annonce vient quel-



La proximité reste de mise au SIST Centre Alsace, doté de nombreuses implantations. « Nos adhérents sont à moins de 15 km d'un centre d'examen » note le médecin coordinateur Henri Kirstetter. Photo L'Alsace/Hervé KIELWASSER

ques mois après une autre fusion, celle de l'association mulhousienne Santé au travail Sud Alsace avec le Service prévention santé au travail (SPST) de Colmar, effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Ces fusions en cascade visent-elles à mieux absorber la réforme à venir de la santé au travail, qui doit entrer en vigueur en mars 2022 ? Le SIST Centre Alsace estime en tous les cas faire figure de « bon élève » en la matière, prenant souvent un peu d'avance sur les réformes comme l'a souligné son médecin coordinateur Henri Kirstetter. La prévention et la lutte contre la désinsertion professionnelle, deux axes forts de la nouvelle réforme, ont fait l'objet de pré-

sentations dédiées lors de l'assemblée générale. Et la pluridisciplinarité est de mise de longue date au SIST, qui compte aujourd'hui 21 médecins du travail, neuf infirmières, trois ingénieurs prévention, deux techniciens et une assistante.

La fusion avec Saint-Louis ne remet pas en cause le principe de proximité qui prévaut au SIST Centre Alsace, doté d'antennes à Guebwiller, Kayersberg, Biesheim, Munster, Guebwiller, Ensisheim, Ribeauvillé et Sainte-Marie-aux-Mines. « Aujourd'hui, nos entreprises adhérentes sont situées à moins de 15 kilomètres d'un centre d'examen » a conclu le docteur Kirstetter.

Marie-Lise PERRIN  
 ESTA-GE1 10